

L'agriculture biologique au service de la santé globale

Une approche holistique de l'élevage, au cœur des enjeux de santé animale, humaine et environnementale, c'est ce que proposent Michel Duru et Myriam Grillot de l'INRAE, dans les Cahiers agricultures 2021, pour une transition agroécologique du système alimentaire. Ils ont ainsi développé la notion de santé globale qui vise à développer des synergies en proposant une réflexion systémique globale autour des enjeux de la santé et le bien-être humain, animal et des écosystèmes ainsi que de la valeur santé des produits animaux.

Dans un contexte de transition agricole et alimentaire, l'élevage et la consommation de produits animaux sont particulièrement questionnés au regard de leurs impacts élevés sur l'environnement, la sécurité alimentaire et le bien-être animal ainsi que sur la qualité des produits et de la santé humaine. Toutes ces notions ne peuvent être appréhendées que par une approche globale tout comme notre agriculture et le modèle agricole en évolution.

Bilan carbone et bien-être animal

Explorons tout d'abord rapidement les différents impacts de l'élevage et de l'alimentation sur la santé globale. Le changement climatique atteint un niveau critique, des constats alarmants tels que l'augmentation des émissions de gaz à effets de serre accentuant l'incidence d'événements extrêmes (vagues de chaleur, sécheresses, inondations...) et sanitaires (invasions biologiques, pandémies) sont faits et nécessitent des changements profonds.

Dans les pays occidentaux, plus des deux-tiers des émissions de gaz à effets de serre du secteur agricole peuvent être imputés à l'élevage et 65 à 80 % des émissions liées à l'alimentation peuvent être imputées à la consommation de produits animaux. Mais d'un autre côté, l'élevage de ruminants à l'herbe permet de conserver des stocks de carbone dans les sols des prairies permanentes et d'augmenter sa séquestration lorsque des prairies temporaires sont implantées. Mais attention, ce stockage ne permet pas de compenser les émissions de carbone liées à l'élevage.

De nombreuses critiques sont faites concernant les conditions d'élevage et d'abattage des animaux qui, lorsqu'elles ne sont pas adaptées ou dégradées, porte atteinte au bien-être animal. Ces atteintes au bien-être animal peuvent avoir des conséquences négatives sur la qualité des produits et la perception des consommateurs. L'élevage, lorsqu'il est concentré est également accusé de pollutions locales de l'air, de l'eau et des



sols qui altèrent les processus écologiques et les services écosystémiques rendus par la biodiversité dans les territoires.

Le développement de systèmes d'élevage intensifs et dépendants de protéines importées accroît la pression dans certaines zones du monde. En contrepartie, l'élevage de ruminants à l'herbe fournit des services utiles à l'agriculture par le rôle que jouent les prairies en tant qu'infrastructures écologiques bénéfiques pour les cultures adjacentes ou en rotation avec les cultures.

L'élevage impacte également les maladies chroniques en les augmentant. L'excès de consommation de viande rouge et de charcuterie est un facteur de risque de développement du cancer colorectal et la consommation de produits animaux peut favoriser un microbiote intestinal déclenchant une inflammation systémique à l'origine de maladies chroniques. Toutefois, les produits animaux apportent des protéines de qualité et des micronutriments indispensables.

Et en dernier lieu, l'élevage est connu comme facteur d'augmentation de la résistance aux antibiotiques. Tous ces aspects de l'élevage doivent nous amener à imaginer des systèmes alimentaires sains et durables et des solutions existent déjà.

Trois pistes de réflexion sont exposées dans l'étude. Faire évoluer la composition de notre assiette en réduisant les protéines animales de moitié pour répondre aux apports nutritionnels recommandés et en réorientant une partie de ces protéines vers des protéines végétales. Les protéines animales restantes doivent être cherchées dans des produits animaux à haute valeur nutritionnelle et valorisant l'animal entier (y compris les abats riches en micronutriments) n'ayant pas subi de transformation importante de type nuggets, yaourt à boire... Cela permettra de limiter les déséquilibres matière des filières, l'énergie dépensée à la transformation des produits et aux emballages, et d'améliorer notre microbiote intestinal. Les produits consommés seront de préférence issus d'élevages tout à l'herbe jusqu'à l'engraissement ou d'élevages en agriculture biologique.

Remise en cause nutritionnelle

Concernant l'élevage, les chercheurs préconisent de réorienter celui-ci vers des formes durables et innovantes ayant un principe générique consistant à renforcer l'autonomie en protéines de tous les systèmes d'élevage, en utilisant des légumineuses à graines (monogastriques) et fourragères (ruminants) produites sur le territoire pour l'alimentation des animaux.

L'association culture/élevage au niveau des exploitations permet de tendre vers l'indépendance des exploitations envers les intrants (aliment et engrais). Les cultures intermédiaires ne sont pas négligeables pour atteindre ces objectifs ainsi que celles de protéines ou de lin (riche en antioxydant). Notre région possède un vrai atout avec un contexte pédoclimatique très favorable à la

pousse de l'herbe, à celle de protéine et de dérobées.

Comme le précise l'étude, l'agriculture biologique permet de répondre à cette approche globale car elle favorise le lien au sol, elle limite l'usage d'antibiotiques et interdit celui des engrais minéraux et produits phytosanitaires de synthèse. De plus, pour un meilleur équilibre agronomique et économique en AB, l'utilisation de l'herbe est le socle de production des ruminants. L'agriculture biologique s'inscrit depuis longtemps et pleinement dans cette approche globale promue par les chercheurs et ne peut exister sans élevages pourvoyeur de fertilisants et participant à une alimentation équilibrée mais celui-ci doit être qualitatif.

Le troisième volet développé par les chercheurs porte sur la réorganisation des filières pour produire moins de viande. Puisque la réduction de la production semble indispensable, il faudra décider quels élevages sont à mobiliser et à quels niveaux par territoire en s'inscrivant dans un cadrage national notamment en tenant compte de spécificité des régions. Michel Duru et Myriam Grillot évoquent, ainsi, la réorganisation structurelle au niveau de l'exploitation agricole pour aller vers des systèmes plus durables, ainsi que la réorganisation géographique en tenant compte des territoires : ils citent, par exemple, celle de maintenir l'élevage de ruminants en zone montagne. Enfin, ils abordent la question économique par la valeur ajoutée des produits issus d'élevages plus durables ainsi que de la rémunération des services écosystémiques fournis par l'agriculture à la société.

Ludivine Mignot, conseillère bio

Chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques